



FONDATION CANADIENNE
POUR L'AUDIT ET
LA RESPONSABILISATION

Étendre nos
racines pour solidifier la
RESPONSABILISATION

RAPPORT ANNUEL 2018-2019





Table des MATIÈRES

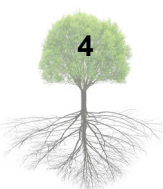
Message du président du conseil d'administration et du président-directeu r général	4
Nos priorités	9
Recherche, méthodologie et produits d'information	9
Formation et perfectionnement professionnel	15
Partage de connaissances et réseautage	24
Durabilité et responsabilisation	32
Quelques mots sur nous	35
Conseil d'administration	35
Membres du personnel	36
Collaborateurs	38
Remerciements à nos membres et partenaires	40
Cibles pour 2019-2020	43
Rapport de la direction	47

Message du président du conseil d'administration et du président-directeur général

DEPUIS PRÈS DE 40 ANS, la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation (FCAR) offre aux auditeurs et aux responsables de la surveillance et de la bonne gouvernance les outils et les supports de formation nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter de leur mission avec efficacité et ainsi mieux servir les intérêts du public.

Dans le cadre de ses activités de formation, la FCAR réunit des auditeurs et des professionnels d'organisations canadiennes et étrangères afin de favoriser l'apprentissage mutuel et d'affûter leurs compétences. Les membres de la Fondation ont ainsi accès à une communauté de personnes, d'experts et d'organismes animés par les mêmes valeurs et venant d'horizons divers, avec qui ils peuvent échanger sur leurs expériences, améliorer leurs pratiques et trouver des solutions à leurs problèmes communs.

Organisme indépendant voué à la recherche et à l'éducation, la FCAR a beau avoir des racines profondément ancrées dans le contexte canadien, elle s'emploie depuis sa création à élargir son rayonnement. Elle tient en effet à nouer en permanence de nouveaux liens, au Canada comme à l'étranger, afin de fournir à ses membres les renseignements, les produits et les services dont ils ont besoin. Au cours de l'année écoulée, la Fondation n'a pas ménagé ses efforts pour étendre ses racines encore davantage.



NOTRE TRAVAIL DE LIAISON AU SERVICE DE NOS MEMBRES INTERNATIONAUX

En plus de compter parmi ses membres des organisations de tout le Canada et de tous les ordres de gouvernement, la FCAR accueille des organisations du monde entier. En 2018-2019, elle s'est attachée en priorité à nouer des liens plus étroits avec certains de ces membres et à leur apporter une plus grande valeur ajoutée.

L'Australasian Council of Auditors General (ACAG) est membre de la Fondation depuis plus de neuf ans. Néanmoins, compte tenu de la distance, nous avons du mal à lui fournir le même soutien et les mêmes services que ceux que nous proposons à nos membres canadiens. Nous avons donc pris des mesures en mars dernier pour remédier à cette situation.

Pendant deux semaines, nous avons animé une [*formation intensive*](#) sur mesure à destination des bureaux d'audit législatif de Nouvelle-Zélande, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Fidji, des États australiens du Queensland, du Victoria, d'Australie-Occidentale, d'Australie-Méridionale et de Tasmanie, du Territoire du Nord, du Territoire de la capitale australienne et de l'Australian National Audit Office (bureau d'audit fédéral). L'objectif était de renforcer les capacités de formation à long terme des membres de l'ACAG, objectif que nous sommes convaincus d'avoir atteint.

Nous avons à cœur de travailler main dans la main avec nos membres internationaux, tels que l'ACAG, non seulement pour mieux répondre à leurs besoins individuels, mais aussi pour apporter une plus grande valeur ajoutée à l'ensemble de nos membres. Dans une optique d'apprentissage continu, nous collaborons avec d'autres administrations en vue de déterminer les meilleures pratiques à adopter et de rassembler des connaissances à même d'enrichir nos travaux et ceux de nos membres.



JIM SYLPH, FCPA, FCA, FCA, ICD.D
Président, Conseil d'administration



JOHN REED, M.E.S.
Président-directeur général

LANCEMENT DE NOTRE NOUVEAU PROGRAMME INTERNATIONAL, FER DE LANCE DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS À L'ÉTRANGER

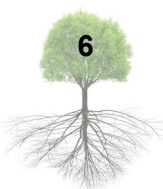
Cette année, nous avons lancé une nouvelle version de notre programme international afin d'améliorer les pratiques employées par quatre pays partenaires dans les domaines de la surveillance et de l'audit de performance. Dans le cadre du Programme international sur la gouvernance, la responsabilisation et la performance, nous collaborons avec des institutions supérieures de contrôle (ISC) et des comités de surveillance parlementaire au Vietnam, au Guyana, au Rwanda et au Sénégal. Notre objectif est de leur donner les moyens d'accroître leur efficacité afin qu'ils puissent aider les administrations à mieux gérer les ressources publiques et à fournir des services de meilleure qualité à l'ensemble de leurs citoyens.

Grâce à l'appui financier d'Affaires mondiales Canada et avec le concours de divers bureaux d'audit et de nos partenaires canadiens, nous proposons des cours et des ateliers de calibre mondial dans chacun des pays partenaires. Nous continuons également d'offrir des bourses d'études, dont le succès de longue date ne s'est jamais démenti. Grâce à son programme international, en particulier le volet Bourses d'études, notre organisation a tissé des liens étroits avec des organisations du monde entier et contribue à former de futurs leaders de l'audit.

DES SERVICES TOUJOURS PLUS AVANTAGEUX POUR NOS MEMBRES MUNICIPAUX

En plus d'accroître notre portée à l'international, nous nous sommes attachés, au cours de l'année écoulée, à consolider nos liens avec les municipalités canadiennes. En novembre 2018, nous avons mis en place un nouveau programme de renforcement des capacités de surveillance municipale en partenariat avec CPA Canada et l'Institut des auditeurs internes du Canada. Ce programme consiste à soutenir directement les comités d'audit et les conseils municipaux et à combler les lacunes en matière de surveillance qui ont été recensées dans le cadre des récents sondages sur la gouvernance et l'audit à l'échelle municipale. L'objectif est de fournir aux responsables et aux comités d'audit municipaux tous les outils nécessaires pour exercer une supervision adéquate et efficace des audits et des équipes d'audit.

Nous sommes convaincus que ce nouveau programme aidera grandement nos membres municipaux à faire preuve d'une plus grande transparence et à mieux rendre compte de leur contrôle des fonds publics. Grâce à ces partenariats, la FCAR prouve encore une fois sa volonté de croître et sa détermination à fournir les services les plus avantageux possible pour tous ses membres au cours des prochaines années.



PRÉPARER LES FUTURS LEADERS DE L'AUDIT

Il va sans dire que les professionnels qui bénéficient d'une formation en amont ont plus de chances d'améliorer les conditions de travail au sein de leur organisation. C'est pourquoi, au cours de l'année écoulée, nous avons continué d'œuvrer pour que la nouvelle génération d'auditeurs acquière la confiance, les outils et les compétences nécessaires à son plein épanouissement.

En novembre 2018, un groupe de professionnels des bureaux d'audit législatif de l'ensemble du pays se sont réunis à Ottawa à l'occasion de notre deuxième Sommet des futurs leaders. Après cinq jours où se sont succédé conférences, exercices, exposés et défis, les participants ont acquis et affiné leurs qualités de leadership innées.

La formation ne visait pas seulement le seul perfectionnement des individus, mais aussi celui de leurs bureaux d'audit. En effet, une fois de retour chez eux, les participants ont pu insuffler des idées novatrices au sein de leurs bureaux en vue de changer les méthodes de travail et d'améliorer sensiblement l'impact de leurs rapports. Forts du succès rencontré lors des deux derniers Sommets des futurs leaders, nous prévoyons déjà une troisième édition en 2020.

NOS NOUVEAUX COURS ET PRODUITS : GARANTIR L'INFORMATION DE NOS MEMBRES

La FCAR a beau avoir près de 40 ans, elle cherche en permanence à se renouveler pour toujours mieux servir ses membres. Les domaines de l'audit, de l'administration publique et de la surveillance sont en constante évolution, à l'instar du monde qui nous entoure. Dans ce



L'équipe de la FCAR

contexte, la Fondation a pour ambition de garder une longueur d'avance afin que ses membres soient, eux aussi, au courant des dernières tendances. Toutefois, si elle veut conserver son utilité, elle doit proposer à ses membres une offre à jour, de nouveaux types de produits et des sujets innovants.

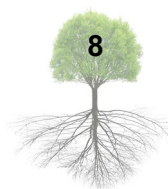
Au cours de l'année écoulée, nous avons lancé trois nouvelles gammes de produits : *Conseils d'audit*, *Audits en vedette* et *Regards sur la recherche*. Nous continuons en parallèle à mettre à jour notre *base de données Vigie Audit* comptant plus de 6 700 documents d'audit, et nous avons ajouté trois cours à notre gamme de formations. Grâce à ces produits et services, ainsi qu'à notre expérience au Canada et ailleurs dans le monde, nous sommes à même de fournir à nos membres une foule de renseignements et de ressources, qu'ils peuvent consulter de manière facile et rapide.

TRAVAILLER ENSEMBLE POUR BÂTIR UNE COMMUNAUTÉ D'AUDITEURS PLUS FORTE

Au cours de l'année écoulée, nous avons mis un point d'honneur à offrir une plus grande valeur à nos membres actuels. Nous avons aussi réalisé d'importants progrès pour approcher d'autres organisations. Nous avons notamment offert des formations à des personnes et à des organisations avec lesquelles nous n'avons jamais travaillé auparavant. Pour concrétiser notre vision de nous positionner comme un chef de file mondial de l'audit, nous devons être capables d'étendre notre portée. Nous pensons que cet objectif est à portée de main si nous nous appliquons à travailler tous ensemble.

Nous sommes fiers des réalisations accomplies au cours de l'année écoulée et nous avons hâte de poursuivre dans cette voie en travaillant dans un véritable esprit de collaboration avec nos membres. Nous poursuivrons notre action dans les domaines où nous avons une tradition d'excellence, tels que la recherche, la formulation de conseils, la formation, le renforcement de la communauté de l'audit et d'autres enjeux revêtant un intérêt particulier pour nos membres. Toujours en quête de nouvelles perspectives, nous élargissons en parallèle notre gamme de produits et de services afin de consolider notre place de leader mondial. Ce travail requiert toutefois des partenariats solides avec nos membres.

Nous savons que nos membres jouent un rôle déterminant pour nous aider à continuer de croître, d'évoluer et de prospérer, afin qu'ils puissent eux-mêmes en tirer des avantages. Nous sommes à l'image d'un arbre de la forêt qui, sans racines solides, ne pourrait pousser, s'élever et résister à l'épreuve du temps. Ces racines, ce sont nos membres. Par leur soutien, leur engagement et leur investissement dans notre organisation, nous contribuons depuis 40 ans à définir et à orienter la profession de l'audit de performance. Grâce à leur appui sans faille, nous sommes en mesure de devenir une organisation encore plus forte, plus innovante et plus utile dans les années à venir.



Nos priorités

Recherche, méthodologie et produits d'information

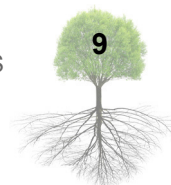
LES BESOINS DES AUDITEURS, des organismes de surveillance et des administrateurs publics évoluent en permanence, à l'instar du monde qui nous entoure. C'est pourquoi la FCAR élabore en permanence de nouveaux produits et services adaptés aux attentes et aux exigences changeantes de ses membres. Elle mène à bien ce travail en consultation avec ses membres et d'autres publics, ce qui lui permet d'incorporer différents points de vue.

Cette année, nous avons lancé trois nouvelles gammes de produits pour faire progresser les connaissances et les pratiques dans les domaines de l'audit, de la surveillance et de la responsabilisation :

- [*Conseils d'audit*](#)
- [*Audits en vedette*](#)
- [*Regards sur la recherche*](#)

DRESSER UN APERÇU DES PRINCIPAUX PROBLÈMES RENCONTRÉS PAR LES AUDITEURS

Notre utilisation de la technologie modifie considérablement notre façon de lire, d'apprendre et d'avoir accès à de nouvelles informations. De plus en plus de personnes veulent que l'information soit facile d'accès et présentée de manière conviviale. Au cours de l'année écoulée, nous



n'avons pas ménagé nos efforts pour mettre au point des produits permettant d'informer nos membres de manière rapide et efficace au sujet de divers enjeux phares.

En avril 2019, nous avons lancé la série [Conseils d'audit](#), sorte de condensé des produits de la FCAR (guides pratiques, cours ou documents de travail). Cette année, nous avons publié cinq numéros, qui ont notamment porté sur la façon de rédiger de meilleurs rapports d'audit, sur les aspects à examiner au moment de choisir un audit à valeur ajoutée et sur l'intégration de la question de l'égalité femmes-hommes dans les audits.

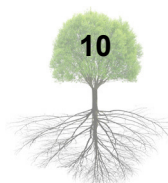
Nous avons également lancé la série [Audits en vedette](#) pour mettre en lumière le travail novateur accompli par nos membres et promouvoir les bonnes pratiques. Chaque numéro dresse un résumé d'un audit effectué par l'un de nos membres ou partenaires et met en évidence une tendance importante ou un enseignement majeur, comme l'importance de faire appel au savoir-faire adéquat ou d'assurer la qualité des données.

La FCAR a accès à une quantité considérable d'études et recherche en permanence des moyens de transmettre cette information de manière simple et facile à comprendre. Cette année, nous avons lancé la série [Regards sur la recherche](#), qui se penche de manière plus approfondie sur des problèmes ou des risques susceptibles d'avoir une incidence sur les pratiques de nos membres. En 2018-2019, nous avons publié deux numéros de cette série. Nous comptons faire paraître au moins deux numéros par an afin que nos membres soient au courant des dernières actualités.

Nos documents de travail constituent une autre source d'information particulièrement utile à nos membres. Chacun d'entre eux présente une vue d'ensemble des travaux de recherche disponibles sur divers aspects de l'audit de performance. Notre dernier document, [L'impact de l'audit de performance : Définition, mesure et production de rapports](#), met en évidence les bonnes pratiques que des institutions d'audit au Canada et à l'étranger ont adoptées en vue de produire, par leurs rapports, un maximum d'impact. Le document a été rendu public lors du Symposium 2019 du CCVL sur l'audit de performance, tenu à Toronto; à cette occasion, une table ronde a été organisée sur le sujet au cours du premier jour du symposium. Nous avons déjà commencé à nous pencher sur notre prochain document de travail qui portera sur l'analyse de données.

« En collaborant avec des institutions canadiennes et étrangères, nous intégrons leurs expériences et leur expertise à nos produits et services. **Comme nous sommes capables de mutualiser nos ressources, nous élaborons des produits à un coût minime pour nos membres**, ce qui leur garantit un bon retour sur investissement de leurs cotisations individuelles. »

– Nicole Wieczorek, vice-présidente des opérations et des relations avec les parties prenantes, et chef des services financiers





Le président-directeur général de la FCAR, John Reed, signe l'accord avec le directeur général de SageTea, David Long.

AIDER LES MEMBRES À ACCÉDER À DES DONNÉES GRÂCE AU POUVOIR DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Nous avons continué de mettre à jour [Vigie Audit](#), notre vaste base de données qui contient actuellement 6 700 rapports d'audit émanant de 57 administrations différentes. Nous la mettons à jour tous les mois afin que nos membres puissent accéder rapidement à tous les renseignements utiles sur un sujet d'audit donné. Cette année, nous avons cherché à déterminer comment nos membres pourraient tirer davantage profit de cette ressource inestimable grâce à l'intelligence artificielle.

L'intelligence artificielle (IA) est un puissant levier capable d'aider nos membres à exploiter les données que renferme notre base de données. En juillet 2018, nous avons conclu un accord avec SageTea, une société de développement de logiciels implantée à Ottawa. SageTea a mis au point un tableau de bord fondé sur l'apprentissage profond pour faciliter le suivi des ensembles de données non structurés. Suivant le même modèle, l'entreprise conçoit actuellement un outil d'IA capable d'analyser les rapports d'audit contenus dans la base de données de la FCAR. Ces innovations constituent, pour la Fondation, un moyen important d'accroître la valeur ajoutée apportée à ses membres.

La base de données
VIGIE AUDIT contient



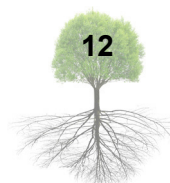


DE NOUVEAUX PRODUITS UTILES AUX COMITÉS DES COMPTES PUBLICS

Nous réalisons en permanence des travaux de recherche et des activités d'élaboration de méthodes pour aider les organismes de surveillance à s'acquitter plus efficacement de leurs responsabilités. Cette année, nous avons ainsi mené un sondage sur les processus et les pratiques des comités des comptes publics (CCP) au Canada. Ce sondage comportait deux volets, l'un destiné aux greffiers des CCP, l'autre aux membres des CCP, et visait à comprendre leurs points de vue respectifs sur l'efficacité de leurs propres comités. Nous avons ensuite transmis le sondage aux comités des 10 provinces, des trois territoires et du Parlement du Canada.

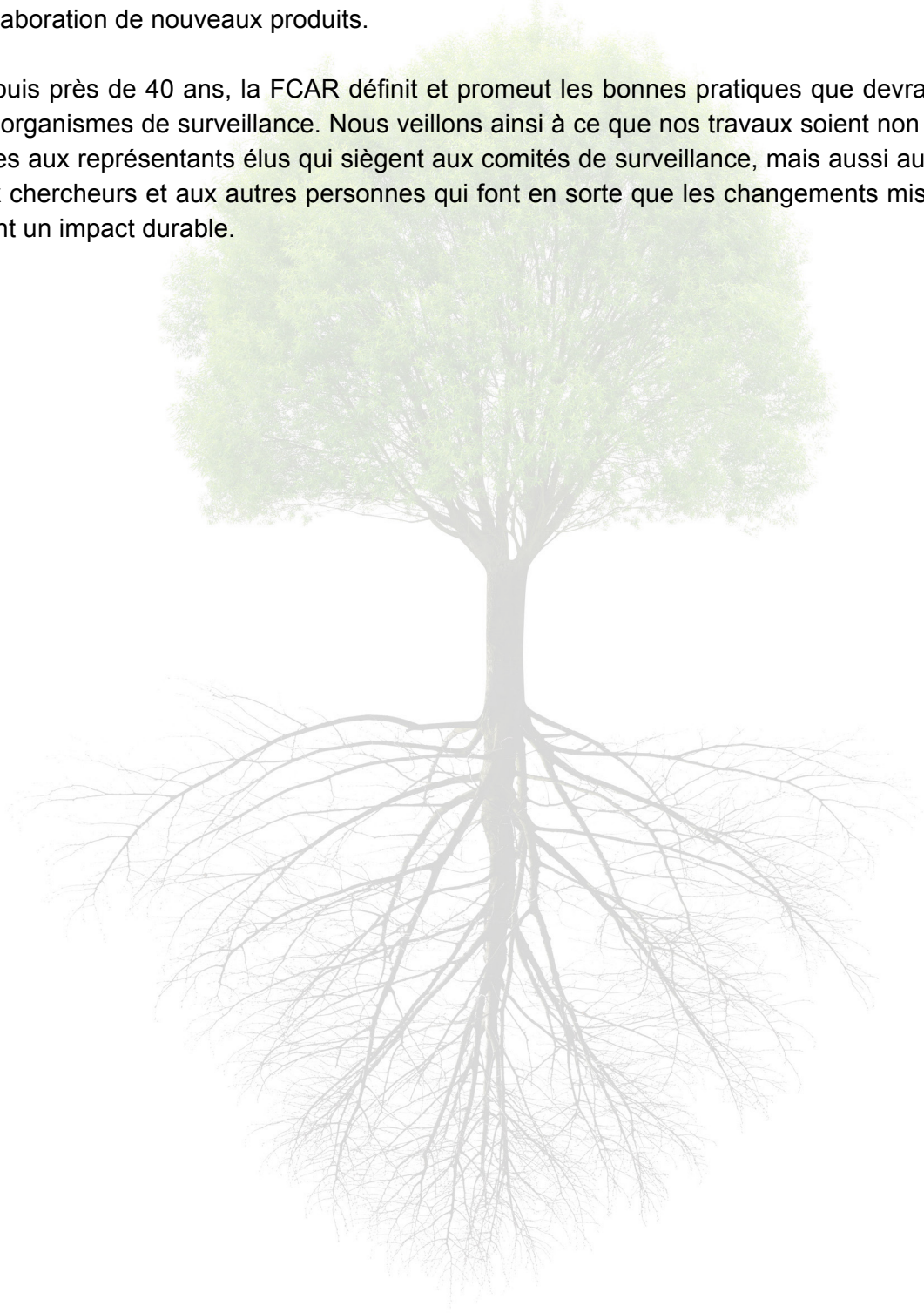
Les conclusions préliminaires ont été présentées lors de la Conférence conjointe de 2018 du Conseil canadien des comités des comptes publics (CCCCP) et du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL). Nous avons ensuite rassemblé les résultats définitifs du sondage, avant de [les publier dans un rapport](#) pour illustrer dans quelle mesure les CCP canadiens se conforment aux bonnes pratiques définies par la FCAR dans le guide [La responsabilisation en action](#).

Notre sondage auprès des CCP a été envoyé au Parlement du Canada, ainsi que dans les



En septembre 2018, nous avons organisé une réunion du [Groupe consultatif sur la surveillance](#) afin de recueillir l'avis de ses membres et des conseils sur les produits et services dédiés à la surveillance. Nous nous appliquons actuellement à hiérarchiser les produits et les services les plus utiles à nos membres et à leurs comités de surveillance, en vue de les intégrer à notre plan d'élaboration de nouveaux produits.

Depuis près de 40 ans, la FCAR définit et promeut les bonnes pratiques que devraient suivre les organismes de surveillance. Nous veillons ainsi à ce que nos travaux soient non seulement utiles aux représentants élus qui siègent aux comités de surveillance, mais aussi aux greffiers, aux chercheurs et aux autres personnes qui font en sorte que les changements mis en œuvre aient un impact durable.



RECHERCHE, MÉTHODOLOGIE ET PRODUITS D'INFORMATION

Faire progresser le savoir, les connaissances et la pratique

Cibles pour 2018-2019	Résultats en 2018-2019	
Publier deux documents de travail	Publication du document de travail intitulé <i>L'impact de l'audit de performance : Définition, mesure et production de rapports</i> . Publication d'un deuxième document de travail dans le cadre de la série « Regards sur la recherche » : <i>La participation des citoyennes et citoyens aux audits de performance</i> . Publication du document de recherche intitulé <i>Établir un vérificateur général des Premières Nations</i> en mai 2018.	
Publier des directives sur la surveillance effectuée par les conseils municipaux et les comités d'audit	Démarrage du projet; élaboration d'une ébauche de directive avec la contribution du Groupe consultatif sur la surveillance municipale; intégration de l'ébauche au menu de l'atelier pilote prévu pour mai 2019.	
Publier le Guide pratique sur l'échantillonnage	Guide pratique en cours d'élaboration – publication prévue à l'hiver 2020.	
Commencer la rédaction du 8^e Guide pratique	Report de l'élaboration du 8 ^e guide pratique (après l'achèvement du Guide pratique sur l'échantillonnage).	
Publier le numéro 4 de la série « Pleins feux »	Publication de <i>Pleins feux sur la sécurité des technologies de l'information</i> en juin 2018.	
Mettre à jour la base de données Vigie Audit chaque mois	Augmentation du volume de <i>Vigie Audit</i> d'environ 10 %	
Continuer de publier de nouveaux produits d'audit	Publication des produits d'audit suivants : <ul style="list-style-type: none"> • 5 <i>Conseils d'audit</i> • 4 <i>Audits en vedette</i> • 2 <i>Regards sur la recherche</i> Mise à jour et publication de <i>l'Inventaire de documents sur l'audit de performance</i> – juin et décembre 2018.	
Publier de nouveaux documents de la série « Les aide-mémoire » ou d'autres outils à l'intention des membres des CCP	Report de l'élaboration des aide-mémoire – trois d'entre eux seront mis au point dans le cadre de la Conférence annuelle 2019 du CCCCPC-CCVL. Publication de <i>Beyond Westminster: A Global Perspective on Public Governance and Accounts</i> , au nom de Frederick Stapenhurst – Université McGill.	
Réaliser le sondage sur la situation des CCP au Canada et en publier les résultats	Élaboration et réalisation du sondage. Publication des résultats préliminaires dans le premier numéro de <i>Regards sur la recherche</i> portant sur la surveillance – <i>Lumière sur les CCP : Résultats de notre récent sondage auprès des membres et des greffiers des comités des comptes publics</i> en janvier 2019. Élaboration du rapport final sur le sondage mené auprès des CCP en vue d'une publication en juin 2019.	



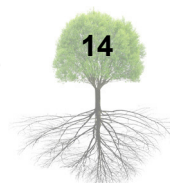
RÉALISÉ



RÉALISÉ EN PARTIE



NON RÉALISÉ

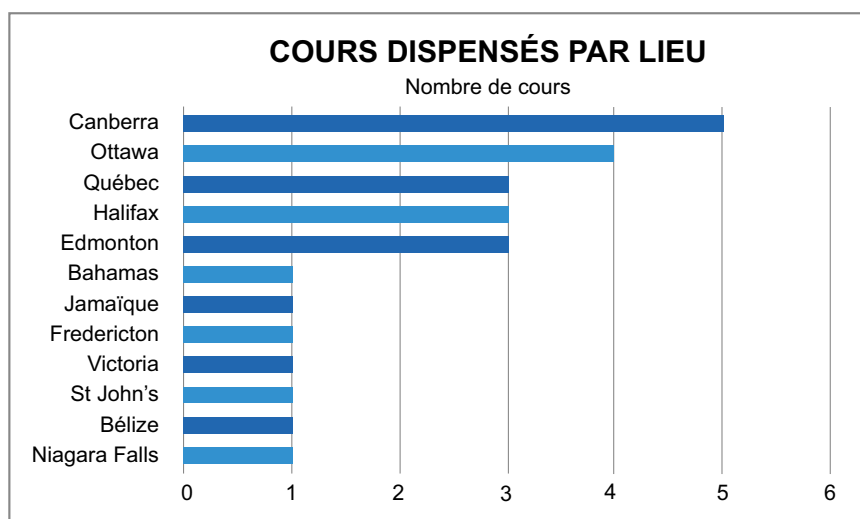


Formation et perfectionnement professionnel

La FCAR s'efforce en permanence d'offrir aux auditeurs, aux organismes de surveillance et aux administrateurs publics des formations sur mesure et d'autres occasions de perfectionnement professionnel. Depuis la création de la Fondation en 1980, nous élaborons et dispensons des cours adaptés aux besoins changeants de nos membres afin de consolider leurs connaissances et leurs compétences. Au cours des 40 dernières années, nous avons formé plus de 9 200 professionnels de l'audit.



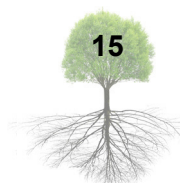
Cette année, nous avons organisé 25 formations, deux fois plus que l'année dernière (12 en 2017-2018). Nous avons également élargi notre rayon d'action en collaborant avec des bureaux de tout le pays, de Victoria à St. John's, et du monde entier, de la Jamaïque à l'Australie.



NOS NOUVEAUX COURS POUR PERMETTRE AUX AUDITEURS D'ACQUÉRIR TOUTES LES COMPÉTENCES NÉCESSAIRES

Nos formations de base, dont celles sur les [Principes de base de l'audit de performance](#) et la [Rédaction de rapports efficaces](#), continuent de jouir d'une grande popularité. Cette année, nous avons veillé à élaborer d'autres cours de formation mettant en lumière des approches et des sujets innovants :

- [L'analyse des causes profondes en matière d'audit](#)
- [L'audit de l'égalité des sexes](#)
- [Diriger des audits réussis](#) (nouvelle version de notre Formation supérieure en audit de performance)



La formation consacrée à l'analyse des causes profondes a pour objectif d'aider les auditeurs à déterminer les causes sous-jacentes des lacunes constatées et à formuler des recommandations d'audit visant ces causes. Nous avons présenté cette formation pour la toute première fois au Bureau du vérificateur général de l'Alberta en janvier 2019. Comme c'est le cas pour de nombreuses autres formations, nous avons entamé les travaux préliminaires il y a quelques années en élaborant un document de travail sur le sujet, intitulé [Mieux intégrer l'analyse des causes profondes à l'audit de performance dans le secteur public.](#)

En janvier 2019, nous avons présenté, pour la toute première fois, la formation *Diriger des audits réussis* à nos boursiers internationaux et à des auditeurs des BVG de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, puis nous avons proposé la formation à l'[ACAG](#). Nous avons intégré à ce cours remanié de nombreux aspects liés au développement du leadership afin que les participants

« En adhérant à la FCAR, nos membres investissent dans leur personnel et dans leur institution. En effet, nos produits de recherche, nos programmes de formation, notre leadership éclairé et nos activités de sensibilisation contribuent à développer et à façonner la profession de l'audit de performance. »

– John Reed, président-directeur général de la FCAR



Le vérificateur général de la Nouvelle-Écosse, Michael Pickup, souhaite la bienvenue aux participants à notre nouvelle formation « L'analyse des causes profondes en matière d'audit », présentée pour la première fois à Halifax en mars 2019.

puissent apprendre, selon une méthode unique, à gérer des équipes d'audit. Des audits réussis peuvent permettre d'améliorer, de modifier et de renouveler les programmes et les services mis en place par les pouvoirs publics, ce qui est, en définitive, dans l'intérêt même des citoyens. Le souci d'optimisation des ressources est au cœur de la mission de toute institution d'audit. Nous sommes persuadés que ce nouveau cours contribuera à consolider notre collaboration avec nos membres et nos partenaires et apportera une réelle valeur ajoutée à la communauté des auditeurs, non seulement au pays, mais aussi à l'étranger.

Pour élaborer de nouveaux cours, nous n'agissons pas seuls dans notre coin; nous collaborons avec des membres de tout le pays, ainsi qu'avec d'autres experts. À titre d'exemple, nous mettons sur pied un groupe consultatif qui rassemble des représentants de nos organisations membres et des experts d'autres milieux. Cette façon de procéder aboutit non seulement à la production de nouveaux cours, mais permet aussi aux participants d'acquérir de nouvelles compétences, ce qui s'avère fort utile à leurs bureaux.

DEUXIÈME ÉDITION DU SOMMET DES FUTURS LEADERS : FORMER LES LEADERS DE DEMAIN

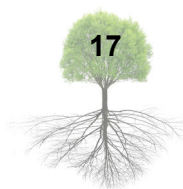
En novembre 2018, nous avons organisé à Ottawa notre deuxième Sommet des futurs leaders, qui a rencontré un vif succès. Animé par notre collaboratrice Laurie Rose et d'autres membres de l'équipe de la FCAR, l'événement a rassemblé cette année 19 participants provenant de 10 bureaux d'audit législatif. Pendant une semaine, ces auditeurs chevronnés issus des quatre coins du pays ont pu acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour devenir la prochaine génération de chefs de file dans le domaine de l'audit.

Au programme figuraient notamment des exercices sur l'esprit d'équipe et la conscience de soi, des exposés présentés par des invités de marque et des séances de travail sur des projets baptisés « Le défi d'innover ». Dans le cadre de cette activité, les participants ont travaillé par petits groupes sur l'un des quatre défis recensés par les bureaux d'audit législatif :

- rester pertinent, opportun et efficace à l'ère numérique d'aujourd'hui;

« Le Sommet des futurs leaders de la FCAR a été **la plus belle expérience de perfectionnement professionnel de toute ma carrière.** J'ai passé une semaine entière à Ottawa à travailler avec certains des jeunes auditeurs législatifs les plus éminents de tout le Canada – littéralement, d'un océan à l'autre. Au bout d'une semaine intense de formation et de travail en équipe, je suis fier de les compter non seulement parmi mes collègues, mais aussi et surtout parmi mes amis. »

– John Zabos, BVG de l'Alberta



- tirer parti des nouvelles technologies informatiques lors d'audits futurs;
- travailler avec les organisations pour accroître l'impact et la valeur des audits;
- collaborer avec d'autres organismes pour optimiser la valeur des grands projets ponctuels du gouvernement.

La formation et le travail sur les défis de l'innovation ne se sont pas achevés une fois le Sommet terminé. Tout au long de l'année, nous avons continué de conseiller, d'encourager et de soutenir les futurs leaders dans leur cheminement professionnel et dans leur progression à l'égard de leurs défis en matière d'innovation. Finalement, les 19 participants ont présenté les résultats de leurs travaux devant un public de près de 180 professionnels du CCVL à l'occasion du Symposium 2019 sur l'audit de performance à Toronto.

Compte tenu de la réussite des deux derniers Sommets des futurs leaders, nous comptons organiser en 2020 une troisième édition, qui rassemblera cette fois un nouveau groupe de professionnels. Nous tâcherons également de rendre le programme accessible à d'autres communautés.



Lors du Symposium sur l'audit de performance d'avril 2019, les futurs leaders de la promotion 2018 ont reçu des certificats attestant leur réussite au programme.

De gauche à droite : Étienne Piedboeuf (Qc), Guylaine Leclerc (VG du Qc), Jasmine Bergeron (Qc), Luke Rowledge (Î.-P.-É.), Jane MacAdam (VG de l'Î.-P.-É.), Peter MacLeod (N.-B.), Zack Suelzle (Alb.), Kim MacPherson (VG du N.-B.), Eric Wang (N.-B.), TinaLise LeGresley (Can.), Lissa Lamarche (VG adjoint, Can.), Jenna Lindley (Can.), Eric Leonty (VG adjoint, Alb.), Genna Woolston (Can.), Michael Pickup (VG de la N.-É.), Michelle Edmonds (N.-É.), Matt King (N.-É.), Kelly Deis (Sask.), Martina Petrova (Alb.), Marc Blake (T.-N.-L.), Julia Mullaley (VG de T.-N.-L.), Jayme Martin (T.-N.-L.), Carol Bellringer (VG de la C.-B.), John McNeil (C.-B.), Katie Olthuis (C.-B.), Norm Ricard (VG du Man.), Graham Hickman (Man.), Ryan Riddell (Man.), Melanie Heebner (Sask.).

STAGES AU CANADA : BIENVENUE À NOS NOUVEAUX BOURSIERS INTERNATIONAUX

Parallèlement au lancement de notre nouveau Programme international sur la gouvernance, la responsabilisation et la performance (PIGRP), qui s'étend sur une durée de sept ans, nous avons accueilli une nouvelle promotion de boursiers internationaux au Canada. En septembre 2018, nous avons commencé à former quatre auditeurs provenant des ISC du Guyana et du Rwanda. Au cours de leur séjour de neuf mois, ils ont acquis les compétences, les connaissances et l'expérience nécessaires pour devenir des leaders dans leurs ISC respectives.

**Nous comptons offrir
des bourses de la FCAR**

à **19** 
et à **18** 



Boursiers 2018-2019 : Marlon Leitch (Guyana), Epimaque Kanyankore (Rwanda), Karel Canterbury (Guyana) et Pie Harerimana (Rwanda).

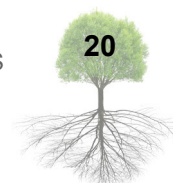
Pendant leurs deux premières semaines au Canada, les boursiers ont suivi une série de formations professionnelles et d'activités d'orientation au bureau de la FCAR à Ottawa, avant de regagner leurs bureaux hôtes, les bureaux des vérificateurs généraux du Canada et de la Colombie-Britannique, où ils ont chacun intégré une équipe d'audit pendant neuf mois. Ils ont ainsi pu apprendre aux côtés de leurs collègues canadiens tout en appliquant leurs compétences et leur expérience dans le cadre d'un audit de performance.

En plus de travailler dans leurs bureaux hôtes, chaque boursier a élaboré un plan d'audit de performance portant sur des priorités de développement dans son pays; chaque boursier devra mettre ce plan d'audit en oeuvre une fois de retour dans son pays. Les projets abordaient les thèmes de l'égalité femmes-hommes, de la durabilité de l'environnement et d'autres objectifs de développement durable. Le tableau ci-dessous présente les boursiers, leurs BVG hôtes et le thème de leur plan d'audit.

Boursier/ Boursière	Sexe	Pays	BVG hôte	Thème du plan d'audit
Karel Canterbury	Femme	Guyana	Colombie-Britannique	État de préparation nationale en cas de déversement d'hydrocarbures
Marlon Leitch	Homme	Guyana	Colombie-Britannique	Résultats de la formation technique et professionnelle selon le sexe
Pie Harerimana	Homme	Rwanda	Canada	Efficacité des activités de perfectionnement des compétences menées par Rwanda Polytechnic
Epimaque Kanyankore	Homme	Rwanda	Canada	Durabilité des forêts au Rwanda

Pour en savoir plus sur les boursiers et leurs sujets d'audit, veuillez consulter notre [brochure annuelle](#) consacrée au programme international.

Au cours des sept années du programme international, nous comptons offrir des bourses à 19 femmes et à 18 hommes. Nous sommes impatients d'accueillir la prochaine promotion de huit boursiers en septembre 2019.



DES ATELIERS DE FORMATION AU SERVICE DES COMITÉS DES COMPTES PUBLICS DE TOUT LE PAYS

La FCAR anime des ateliers tout au long de l'année pour aider ses membres à remplir plus efficacement leur rôle de surveillance. Chaque atelier est axé sur un thème qui est lié à des situations rencontrées par le comité des comptes publics (CCP) et qui est choisi en consultation avec l'auditeur général du bureau hôte ainsi qu'avec le président et le vice-président du CCP.

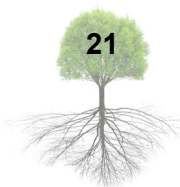
Cette année, nous avons organisé deux ateliers au pays. Au mois d'octobre, Andrew Lennox, collaborateur de la FCAR, a animé un atelier à Ottawa sur les comptes publics fédéraux. L'objectif était de préparer les participants à tenir des audiences sur les comptes publics en les familiarisant avec la composition des comptes, les principaux domaines d'intérêt et les questions susceptibles d'être posées aux parties prenantes.

En novembre 2018, nous avons organisé un atelier sur l'efficacité des comptes publics en Nouvelle-Écosse. Cet atelier d'introduction à la surveillance parlementaire mettait en évidence la relation importante qui existe entre l'auditeur général et le CCP. Il abordait également d'autres sujets importants, tels que la planification et l'établissement des priorités, les questions efficaces à poser et l'importance du suivi dans la mise en œuvre des recommandations.

Cette année, nous avons également animé un atelier d'orientation à l'intention des nouveaux membres des comités et du personnel de soutien au Rwanda. Nous avons travaillé avec le CCP et le Comité du budget rwandais pour examiner leurs rôles et leurs responsabilités et définir les bonnes pratiques d'un comité de surveillance efficace. C'était la première fois que la FCAR prononçait un discours dans un parlement hors Canada. Nous y voyons là un signe de la détermination du Rwanda à respecter le principe de responsabilité et une preuve de la renommée internationale de notre organisation.

« La FCAR a joué un rôle essentiel dans le travail du Comité en offrant des séances d'information personnalisées sur les Comptes publics du Canada ainsi que sur les pratiques exemplaires du PACP. Par conséquent, le prochain Comité est fortement encouragé à demander la formation de la Fondation, particulièrement pour les nouveaux membres du Comité PACP. »

– Servir comme il se doit : Le Comité permanent des comptes publics de la quarante-deuxième législature












Le président-directeur général de la FCAR, John Reed, s'est adressé au Parlement rwandais en janvier 2019 pour mettre en avant l'importance de la surveillance parlementaire.



FORMATION ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL

Renforcer les connaissances et les compétences des auditeurs de performance et des membres des organes de surveillance

Cibles pour 2018-2019	Résultats en 2018-2019	
Préparer et organiser des webinaires thématiques	Aucun webinaire n'était prévu en 2018-2019.	
Organiser, selon la demande, des cours sur l'audit de performance	25 cours présentés : <ul style="list-style-type: none"> • 5 cours « Principes de base de l'audit de performance » • 3 cours « Diriger des audits réussis » • 3 cours « La collecte et l'analyse des éléments probants » • 9 cours « Rédaction de rapports efficaces » • 4 cours « L'analyse des causes profondes » • 1 atelier de formation des formateurs Évaluation globale des participants = 4,27/5.	
Continuer d'élaborer de nouveaux cours ou modules sur l'audit de performance	Élaboration de trois nouveaux cours de formation : <ul style="list-style-type: none"> • « Diriger des audits réussis » et « L'analyse des causes profondes », élaborés et présentés à titre expérimental à l'hiver 2019. • « L'audit de l'égalité des sexes », élaboré et présenté à titre expérimental au printemps 2019. 	
Organiser des ateliers pour les CCP selon la demande	Organisation de deux ateliers (fédéral; Nouvelle-Écosse).	
Dispenser une formation de renforcement des capacités en matière de surveillance municipale	Élaboration du contenu du Programme de surveillance municipale sous la direction du groupe consultatif. Élaboration d'un atelier pilote, qui sera présenté en mai 2019.	
Démarrer un nouveau programme de bourses d'études dans le cadre du PIGRP	Début de quatre stages de boursiers : deux boursiers du Guyana placés au BVG de la Colombie-Britannique et deux boursiers du Rwanda au BVG du Canada.	
Organiser, dans le cadre du nouveau PIGRP, des programmes de développement du leadership et des formations sur l'audit de performance dans les pays	Prestation de six formations : <ul style="list-style-type: none"> • « Principes de base de l'audit de performance », au Guyana et au Vietnam • « La sélection et la planification pluriannuelle des audits », au Guyana et au Vietnam • « Rédaction de rapports efficaces », au Guyana (2 présentations) Planification de la visite (développement du leadership) d'une délégation de membres de l'ISC et de l'Assemblée nationale du Vietnam (visite organisée avril 2019).	
Organiser, dans le cadre du nouveau PIGRP, des ateliers sur la surveillance à l'intention des parlementaires	Tenue de l'atelier « Maintenir l'efficacité du comité des comptes public » à l'intention des parlementaires rwandais.	
Fournir un soutien aux quatre pays participant au PIGRP en fonction des résultats de l'évaluation des besoins	Réalisation, au début du nouveau programme, d'une évaluation initiale des ISC participantes afin de planifier le soutien à leur apporter au cours des prochaines années.	



RÉALISÉ

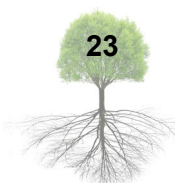


RÉALISÉ EN PARTIE



NON RÉALISÉ

NOS PRIORITÉS



Partage de connaissances et réseautage

Tout au long de l'année, nous réunissons des membres et des experts canadiens et étrangers pour stimuler l'apprentissage mutuel. Nous sommes un point de ralliement propice au partage des connaissances, au réseautage et à la collaboration entre auditeurs, organismes de surveillance et administrateurs publics. Nous aidons ainsi tous ces intervenants à devenir plus innovants et à jouer pleinement leur rôle en faveur de la reddition de comptes.

RENFORCER NOS LIENS À L'ÉTRANGER GRÂCE À NOTRE PROGRAMME INTERNATIONAL

Depuis sa création en 1980, la FCAR fait de son développement à l'international une priorité absolue. Au fil des années, nous avons mis en œuvre des programmes internationaux fondés sur le savoir-faire canadien dans le domaine de l'audit de performance et de la surveillance parlementaire. Dans le droit fil de cette tradition, nous avons lancé cette année notre nouveau Programme international sur la gouvernance, la responsabilisation et la performance (PIGRP), qui s'étalera sur une durée de sept ans. Nous poursuivons ainsi notre collaboration avec le Vietnam, renouons des liens avec le Guyana et le Sénégal, et travaillons pour la première fois avec le Rwanda.



Des dirigeants de tous les services d'audit et des bureaux régionaux de l'ISC du Vietnam se sont réunis à Hanoï en mars 2019 dans le cadre de notre atelier « La sélection et la planification pluriannuelle des audits ».



De jeunes auditeurs de performance ont suivi notre cours « Principes de base de l'audit de performance » au Guyana, en janvier 2019.

À l'été 2018, nous avons effectué des missions d'évaluation dans trois de ces quatre pays partenaires, puis nous avons procédé à des évaluations dans le quatrième pays en 2019. Nous avons veillé à établir des données de référence et à mener une analyse des lacunes afin de déterminer les atouts et les faiblesses de chaque pays. En collaboration avec les institutions de ces pays, nous avons ensuite défini des stratégies, assorties d'un plan de mise en œuvre unique. Après avoir bien cerné leur base de départ et leurs objectifs, nous avons commencé à travailler avec les ISC et les comités de surveillance de ces pays en vue de concevoir des stratégies à long terme pour améliorer et planifier nos activités d'appui.

En 2018-2019, nous avons également achevé notre première série de formations au Guyana et au Vietnam. Dans chaque pays, nous avons animé un atelier « La sélection et la planification pluriannuelle des audits » à l'intention des responsables d'ISC, et dispensé la formation « Principes de base de l'audit de performance ». Au Guyana, nous avons présenté la formation « Rédaction de rapports efficaces » et proposé une séance connexe aux dirigeants de l'ISC. Au Rwanda, nous avons organisé l'atelier « Maintenir l'efficacité du comité des comptes publics », qui a réuni des membres de l'ISC.

Grâce à ces cours, les ISC pourront mener des audits de performance qui auront une plus grande portée, tiendront compte des questions d'égalité femmes-hommes et cibleront les causes profondes. Les participants pourront également devenir eux-mêmes des formateurs, ce qui constitue un gain important de la durabilité des résultats du programme.

Bien que notre programme international cible actuellement quatre pays, nous continuons également de mettre des ressources et des outils à la disposition de notre réseau de boursiers diplômés dans le monde entier. Depuis 1980, 255 boursiers issus de 54 pays ont été diplômés.

AUX ANTIPODES POUR RENFORCER LES CAPACITÉS DE L'ACAG

En mars 2019, le président-directeur général de la FCAR, John Reed, et ses collaborateurs, Laurie Rose et Neil Maxwell, ont organisé un programme de formation intensif de deux semaines à Canberra, en Australie. Cette initiative, qui a nécessité près d'un an de préparation, a constitué un grand pas en avant dans la concrétisation de la vision portée par la Fondation de renforcer les liens avec les membres de l'Australasian Council of Auditors-General (ACAG).

Dans le cadre de ce programme unique, l'équipe de la FCAR a travaillé avec 15 auditeurs chevronnés issus de bureaux d'audit législatif de

« S'agissant des audits de performance, les formateurs de la FCAR nous ont fourni un éclairage précieux qui n'existait pas dans les différentes options de formation offertes en Australie. Notre investissement dans des formations axées spécifiquement sur l'audit de performance nous a permis de cerner les compétences singulières des auditeurs de performance et des chefs d'audit, et de les consolider, en mettant non seulement à profit les connaissances des formateurs de la FCAR, mais aussi celles des collègues d'autres administrations qui étaient présents dans la salle. »

– Lisa Rauter, National Audit Office of Australia



Animateurs et participants lors de la deuxième semaine de la formation que nous avons dispensée aux auditeurs des bureaux membres de l'Australasian Council of Auditors General à Canberra (Australie).

Nouvelle-Zélande, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Fidji, des États australiens du Queensland, du Victoria, d'Australie-Occidentale, d'Australie-Méridionale et de Tasmanie, du Territoire du Nord, du Territoire de la capitale australienne et de l'Australian National Audit Office (bureau d'audit fédéral).

Nous avons dispensé nos cours de formation « Diriger des audits réussis » et « La collecte et l'analyse des éléments probants » pendant deux semaines d'affilée, tout en intégrant un programme de formation des formateurs dans le cadre de la conception et de la prestation de notre cours. Nous avons formé plusieurs auditeurs de performance au cours de la première semaine afin qu'ils dispensent les cours à leur tour, sous la supervision de la FCAR, lors de la deuxième semaine. Notre objectif n'était pas simplement de dispenser une formation, mais aussi et surtout de permettre aux membres de l'ACAG de former leur personnel dans leurs bureaux respectifs.

UNE COLLABORATION EFFICACE AVEC NOS MEMBRES MUNICIPAUX

Au cours de l'année écoulée, nous sommes parvenus à consolider encore davantage nos liens avec les membres municipaux dans le cadre de notre nouveau Programme de surveillance municipale, dont l'objectif est d'appuyer les conseils municipaux dans leur travail. Souvent, les comités de surveillance municipaux n'ont pas accès aux conseils ou aux formations dont ils ont besoin pour contrôler l'application des recommandations d'audit. Pour y remédier, nous comptons fournir des conseils, des outils et du matériel de formation adaptés, accessibles et pertinents aux



Les membres du Groupe consultatif sur la surveillance municipale lors de leur première réunion dans les bureaux de la FCAR à Ottawa en novembre 2018.

*À l'avant : Colleen Macdonell, Marianne Wilkinson, David Siegel, Stefan Mihailovich, Katherine Palmer et Evangeline Colman-Sadd.
À l'arrière : Nicole Wieczorek, Richard Pootmans, Lesley Burns, John Reed, Gordon Ruth et Michel Samson.*

représentants élus et aux membres des comités d'audit des municipalités canadiennes. Nous fondons tous nos travaux en la matière sur l'éclairage apporté par notre [Groupe consultatif sur la surveillance municipale](#), lequel rassemble des auditeurs généraux, des auditeurs municipaux, des représentants élus, des universitaires et des partenaires stratégiques, dont Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) et l'Institut des auditeurs internes du Canada (IAI Canada). Ce groupe consultatif a participé à la détermination des sujets susceptibles d'être abordés dans le cadre du programme et à la définition des besoins particuliers des membres des comités d'audit et des conseillers municipaux.

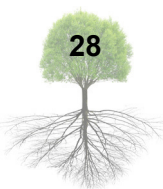
En novembre 2018, le groupe consultatif s'est réuni pour la toute première fois à Ottawa. L'objectif de la réunion était de consolider le plan de travail du programme et de recenser les supports existants, les lacunes sur le plan des connaissances et les moyens de les combler.

NOTRE RÔLE DE SOUTIEN LORS DE LA CONFÉRENCE 2018 DU CCCCP ET DU CCVL

Chaque année, les législateurs et les membres des comités des comptes publics à l'échelle fédérale, provinciale et territoriale rencontrent des auditeurs législatifs de tout le pays à l'occasion de la [Conférence conjointe du Conseil canadien des comités des comptes publics \(CCCCP\) et du Conseil canadien des vérificateurs législatifs \(CCVL\)](#). Ce rendez-vous annuel est l'occasion de discuter de toutes les questions relatives à la surveillance parlementaire et à la responsabilisation.

Cette année, la conférence s'est déroulée à Charlottetown, sur l'Île-du-Prince-Édouard, en septembre 2018. La FCAR a joué un rôle de premier plan à cette occasion en apportant son concours aux deux hôtes, l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard et le Bureau du vérificateur général de l'Île-du-Prince-Édouard. Nous avons notamment animé une discussion sur les technologies de l'information, l'audit et la responsabilisation, et nous avons élaboré le questionnaire d'évaluation de la conférence, qui a été distribué par les organisateurs. Lors de la session conjointe CCCCP-CCVL, qui a eu lieu le 24 septembre, nous avons également présenté les résultats préliminaires des sondages que nous avons menés auprès du personnel et des membres des CCP.

À l'heure actuelle, nous apportons notre soutien aux organisateurs de la conférence 2019, qui se tiendra en Ontario.



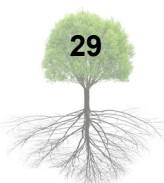


Le président-directeur général de la FCAR, John Reed, et la directrice de la surveillance, Lesley Burns, présentent les résultats préliminaires de notre sondage auprès des comités des comptes publics lors de la Conférence annuelle conjointe du CCCCP et du CCVL, qui s'est tenue à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) en septembre 2018.

NOTRE APPUI AU SYMPOSIUM 2018 DU CCVL SUR L'AUDIT DE PERFORMANCE

La Fondation a activement contribué à l'organisation du Symposium 2018 du CCVL sur l'audit de performance. À cette occasion, plus de 180 professionnels issus de tous les bureaux d'audit législatif provinciaux du Canada, des municipalités de Vancouver, Calgary, Toronto, Winnipeg, Ottawa, Québec et Lévis, et de l'Auditor General for Local Government de Colombie-Britannique se sont réunis à Toronto les 9 et 10 avril 2018.

Le symposium est l'occasion pour les auditeurs de tout le pays de réseauter, d'échanger sur les bonnes pratiques et sur leurs expériences, de découvrir les points de vue d'autres auditeurs de performance et de se tenir au courant des nouveaux enjeux de la profession.



Deux employés de la FCAR, Yves Genest et Julien Raynaud, étaient membres du comité de planification du symposium. La Fondation a également animé ou contribué à organiser six tables rondes lors du symposium :

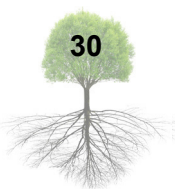
- Auditer la gouvernance et la surveillance dans les organismes publics
- Mise à jour concernant le Sommet des futurs leaders
- L'audit au service de l'avancement des femmes et de l'équité femmes-hommes
- Mise à jour concernant le Groupe de travail du CNAC sur le secteur public et la mise à jour de la NCMC 3001
- L'utilisation potentielle de l'intelligence artificielle dans les audits de performance
- Point sur la conférence « International Meeting of Performance Audit Critical Thinkers » (IMPACT)

À l'avenir, nous continuerons d'apporter notre soutien à l'organisation du Symposium sur l'audit de performance, car cette instance nous permet d'interagir avec nos membres et d'unir nos efforts pour façonner la profession de l'audit de performance au Canada.

LES MÉDIAS SOCIAUX : UN OUTIL DE TAILLE POUR ÉCHANGER AVEC NOS MEMBRES ET TOUCHER DE NOUVEAUX PUBLICS







Les médias sociaux jouent un rôle de plus en plus important dans la vie quotidienne, notamment pour communiquer avec son entourage. Pour une organisation comme la nôtre, ils constituent également un moyen peu onéreux de rester en contact avec nos membres et le public, de les tenir informés des dernières nouveautés et de mettre en avant notre actualité.

En 2018-2019, nous avons intensifié notre présence sur Twitter et LinkedIn afin de promouvoir et de mieux faire connaître les activités et les réalisations de la FCAR. Pour tenir nos membres bien informés, nous continuons également d'employer des méthodes plus traditionnelles, en envoyant par exemple des bulletins d'information par courrier électronique une à deux fois par mois.



PARTAGE DE CONNAISSANCES ET RÉSEAUTAGE

Favoriser le réseautage et les échanges

Cibles pour 2018-2019	Résultats en 2018-2019	
Contribuer à l'organisation du Symposium 2018 du CCVL sur l'audit de performance	Soutien à la tenue du symposium d'avril 2018 et à la planification du symposium de 2019. Avis positif des participants à l'égard de nos séances.	
Contribuer à l'organisation de la Conférence annuelle du CCCCP-CCVL	Soutien à la collectivité hôte (Île-du-Prince-Édouard) en matière de planification. Avis positif des participants à l'égard de la présentation et des échanges entre pairs.	
Poursuivre les initiatives liées à la Bourse d'études commémorative Ronald C. Thompson	Attribution de la bourse 2017-2018 à Jacob Smale.	
Préparer le 2 ^e Sommet des futurs leaders pour les professionnels de l'audit de performance	19 participants de 10 bureaux d'audit législatif fédéraux et provinciaux ont assisté au sommet de cinq jours à Ottawa. Plus de 90% d'entre eux ont jugé l'événement excellent ou très bon dans son ensemble.	
Concevoir et organiser un forum d'une journée pour les auditeurs généraux du palier municipal	Tenue du forum à l'intention des auditeurs municipaux après le Symposium sur l'audit de performance d'avril 2018.	
Continuer nos activités de sensibilisation avec les partenaires de notre programme international	Participation à une réunion de l'AFROSAI-E et de la CAROSAI, ainsi qu'à une conférence sur l'audit des ODD tenue par l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI) et le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies. Rencontre avec l'IDI pour discuter des possibilités de collaboration.	



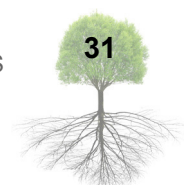
RÉALISÉ



RÉALISÉ EN PARTIE



NON RÉALISÉ



Durabilité et responsabilisation

Étant donné que notre organisation est principalement financée par ses membres, nous tenons à être un modèle de durabilité et à rendre compte de toutes nos activités. Nous cherchons en permanence à devenir une organisation plus solide et plus innovante, de manière à répondre encore mieux aux besoins de nos membres tout en faisant preuve de responsabilité financière.

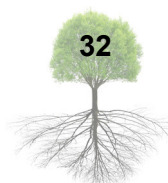
À LA RECHERCHE DE NOUVEAUX MOYENS D'ACCROÎTRE L'IMPACT DE NOS PRODUITS ET DE NOS SERVICES

Soucieux d'offrir à nos membres des services au meilleur rapport qualité-prix, notre conseil d'administration a entrepris cette année un examen du barème des cotisations. Ce travail a abouti à un véritable changement de philosophie : alors que, jusqu'ici, seuls les membres avaient accès à bon nombre de nos produits de recherche, nous souhaitons à présent adopter un modèle axé sur le « bien public », en vertu duquel nous mettrons à disposition les produits gratuitement sur notre site Web. Les institutions du secteur public – nos principaux bailleurs de fonds – ont justement à cœur d'élever le niveau de responsabilisation pour pouvoir mieux servir le public. Ainsi, plus elles seront nombreuses à accéder à nos documents, plus nous pourrons nous acquitter de notre mission : accroître la responsabilisation envers le public.

ALLER AU-DELÀ DES COTISATIONS

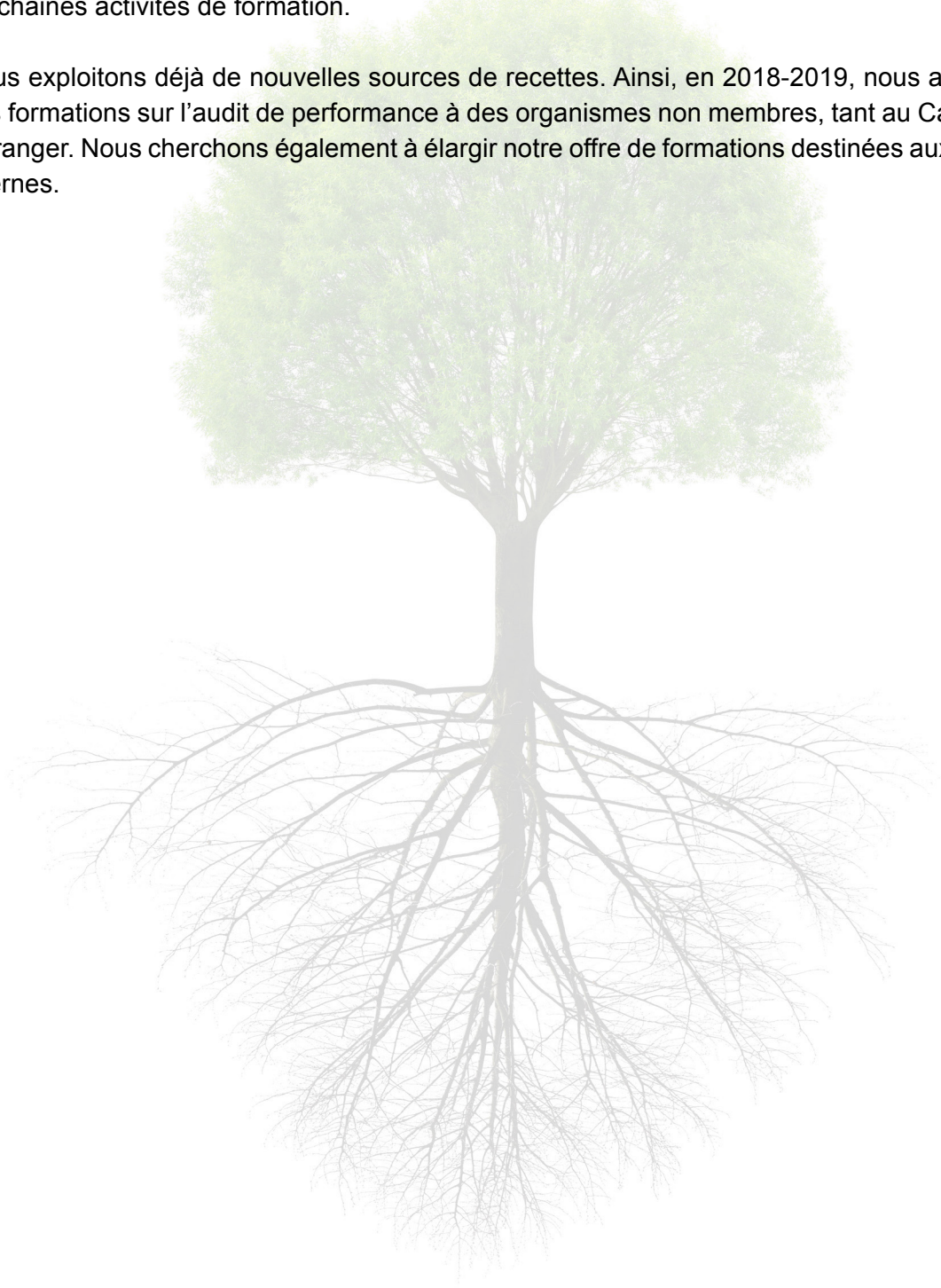
Nous estimons que la viabilité financière à long terme de la FCAR ne peut dépendre uniquement de ses membres. La Fondation doit trouver des moyens de générer de nouvelles sources de recettes. À cette fin, elle s'applique à :

- accéder à de nouveaux marchés;
- recruter de nouveaux membres;
- élargir son offre de formations;
- organiser des conférences et des activités d'information;
- mener des travaux de recherche sous contrat;
- fournir de nouveaux services de conseil.



Notre ambition est de diversifier notre base de financement afin de réduire notre dépendance relative vis-à-vis de nos sources financières traditionnelles et de continuer nos activités. Cette année, nous avons poursuivi nos investissements en faveur de la formation en mettant au point deux nouveaux cours et en procédant à la mise à jour d'un autre cours. Nous disposons maintenant d'une série de produits de formation de premier ordre qui constituera la base de nos prochaines activités de formation.

Nous exploitons déjà de nouvelles sources de recettes. Ainsi, en 2018-2019, nous avons offert des formations sur l'audit de performance à des organismes non membres, tant au Canada qu'à l'étranger. Nous cherchons également à élargir notre offre de formations destinées aux auditeurs internes.



DURABILITÉ ET RESPONSABILISATION

Être une organisation durable, responsable et dotée de ressources suffisantes

Cibles pour 2018-2019	Résultats en 2018-2019	
Trouver et encourager des possibilités de collaboration avec d'autres organisations sur des programmes de recherche communs	Soutien obtenu de la part de CPA Canada et d'IAI Canada dans le cadre de l'élaboration du Programme de surveillance municipale. Début des travaux de planification de l'événement parallèle prévu en marge de la conférence Women Deliver (tenue en juin 2019).	
Parachever l'examen des cotisations et des avantages connexes	Approbation, par le conseil d'administration, d'un nouveau barème de cotisations et mise en œuvre d'un nouveau modèle d'accès aux produits de la FCAR en reconnaissance de l'utilité de ces produits pour le public.	
Poursuivre le suivi et la mise en œuvre du plan des ressources humaines	Recrutement du nouveau vice-président des programmes internationaux en juillet 2018. Recrutement de deux nouveaux agents de programme en octobre 2018. Recrutement d'une nouvelle coordonnatrice administrative en février 2019.	
Recruter et former, au besoin, de nouveaux collaborateurs	Recrutement et formation de nouveaux collaborateurs en vue de l'élaboration et de la présentation de nouveaux cours ou ateliers de formation et de nouveaux produits.	
Obtenir auprès des parties prenantes les ressources en nature requises	Présentation de cours et élaboration de produits grâce aux contributions en nature provenant de nos membres (participation aux équipes de projet, prestation de cours et participation à des groupes consultatifs).	
Poursuivre la mise en œuvre des activités dans le cadre de notre stratégie de communication	Réalisation d'activités de communication auprès des membres et des parties prenantes pour les tenir informés des produits et activités. Envoi de 25 articles de nouvelles aux membres par courrier électronique.	
Continuer à promouvoir nos produits lors d'événements et d'activités de formation	Promotion de la Fondation et de ses produits à l'occasion des formations et des présentations données lors de conférences, de symposiums et d'autres manifestations externes.	
Continuer à rendre compte de notre performance au conseil d'administration et à nos membres, conformément aux dispositions en matière de responsabilisation.	Présentation de rapports au conseil d'administration et au CCVL conformément au protocole d'entente et à d'autres dispositions en matière de responsabilisation.	
Communiquer le rapport annuel de rendement à nos membres	Publication du rapport annuel 2017-2018 destiné aux membres en septembre 2018.	
Préparer et tenir trois réunions du Conseil d'administration et, au besoin, des réunions de ses comités	Tenue de 4 réunions du conseil d'administration et de 14 réunions de comités.	
Préparer et tenir l'assemblée générale annuelle	Tenue de notre AGA en septembre 2018.	
Entamer l'élaboration du nouveau plan stratégique	Approbation, par le conseil d'administration, de l'approche de planification stratégique lors la réunion de février 2019. La planification stratégique débutera à l'automne 2019, lors de la séance d'examen stratégique du conseil d'administration.	



RÉALISÉ

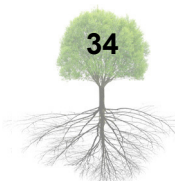


RÉALISÉ EN PARTIE



NON RÉALISÉ

NOS PRIORITÉS



Quelques mots sur nous

POUR BÂTIR UNE ORGANISATION SOLIDE, INNOVANTE ET CAPABLE de répondre continuellement aux besoins de ses membres, la FCAR doit s'appuyer sur une équipe chevronnée et compétente. Nous sommes fiers de pouvoir compter sur une telle équipe. Par leur dévouement remarquable, les membres de notre personnel et de notre conseil d'administration, ainsi que nos collaborateurs dans tout le pays, nous permettent de concevoir et de mettre en œuvre des projets de recherche, des outils et des formations dont nos membres ont besoin. Grâce à leurs connaissances, à leur expérience et à leur expertise, nous sommes capables de déterminer les sujets les plus importants pour nos membres, nos partenaires et nos intervenants, afin qu'ils puissent collaborer à l'amélioration du régime de responsabilisation au Canada et dans le monde.

CONSEIL D'ADMINISTRATION (AU 31 MARS 2019)

PRÉSIDENT



JAMES M. SYLPH, FCPA, FCA, ICD.D
Expert-conseil indépendant
Ewing Change Inc.

VICE-PRÉSIDENTE



EVANGELINE COLMAN-SADD, CPA, CA
Auditrice générale de la municipalité
régionale d'Halifax



NANCY CHENG, FCPA, FCA
Ancienne vérificatrice générale
adjointe, Bureau du vérificateur
général du Canada



DAVID CHRISTOPHERSON
Député fédéral (Parlement du Canada) pour Hamilton-Centre



MALCOLM GASTON, CPA, CMA, CPFA (R-U)
Sous-vérificateur général, Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique



BILL KESSELS, CPA, CA, CMC, CISA, CIA
Associé, Services consultatifs, leader du groupe Risque, Services au gouvernement et au secteur public, et leader du groupe Conseils – Colombie-Britannique, Ernst & Young s.r.l.



GUYLAINE LECLERC, FCPA AUDITOR, FCA
Vérificatrice générale du Québec



KIM MACPHERSON, FCPA, CA, ICD.D
Vérificatrice générale du Nouveau-Brunswick



ANN MASSON, M.P.A.
Consultante indépendante, et collaboratrice de l'IAPC (L'Institut d'administration publique du Canada)



MERWAN SAHER, FCPA, FCA
Ancien vérificateur général de l'Alberta



TERRY PADDON, CPA, CA
Ancien vérificateur général de Terre-Neuve-et-Labrador



MICHEL SAMSON, FCPA AUDITOR, FCA
Vérificateur général, Ville de Québec

MEMBRES DU PERSONNEL (AU 30 SEPTEMBRE 2019)



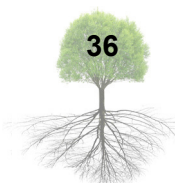
JOHN REED,
Président-directeur général



AMIRA BAYOUMY
Agente principale des finances et des risques



MARIE-HÉLÈNE BÉRUBÉ
Agente de Programme, Égalité des sexes et éthique, Programmes internationaux





LESLEY BURNS
Directrice, Surveillance



LYNNE CASIPLE
Agente du site Web et des TI



SHARON CLARK
Vice-présidente, Perfectionnement
professionnell



BARBARA DUMONT
Agente d'administration et
de logistique, Programmes
internationaux



PIERRE FRÉCHETTE
Directeur de la recherche,
Produits et services



YVES GENEST
Vice-président, Produits et services



KATE GERTZ
Agente de communication et des
rapports, Programmes internationaux



TERRY HUNT
Vice-président, Programmes
internationaux



CAROLINE JORGENSEN
Directrice, Programmes
internationaux



JAMES OULTON
Agent de gouvernance et de
recherche



JULIEN RAYNAUD
Agent de projets, Produits et services



MANDY RICARD
Coordonnatrice administrative



ENZA SANTALUCIA
 Agente de programme, bourses
 internationales et leadership,
 Programmes internationaux



NICOLE WIECZOREK
 Vice-présidente des opérations et des
 relations avec les parties prenantes,
 et chef des services financiers

COLLABORATEURS



JOHN AFFLECK



RÉGENT CHOUINARD



DIANNE CHIASSON



JEAN CINQ-MARS



RICHARD DOMINGUE



JANE FULLER



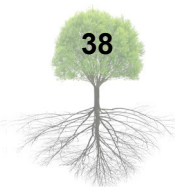
SARAH MACFADYEN



NEIL MAXWELL



MICHAEL J. MCLAUGHLIN





SHAWN A. MURPHY



GUY PERRON



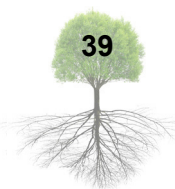
BILL RAFUSE



LAURIE ROSE



ELIZABETH WEIR

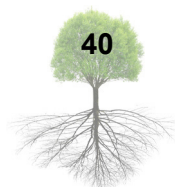


Remerciements à nos membres et partenaires

LA FCAR N'EXISTERAIT PAS SANS SES MEMBRES et les autres PARTENAIRES qui participent au financement de ses activités de premier ordre. Portés par cette collaboration, nous sommes en mesure de concrétiser notre mission de promotion et de renforcement de l'audit de performance, de la surveillance et de la responsabilisation dans le secteur public. Grâce au soutien de nos membres et de nos partenaires, nous fournissons aux auditeurs de performance et aux membres des organes de surveillance, tant au Canada qu'à l'étranger, les outils et les supports de formation nécessaires pour qu'ils puissent mener à bien leur travail fort utile dans l'intérêt des citoyens.

Nous souhaitons en particulier remercier l'ensemble des institutions d'audit législatif fédérale et provinciales du Canada, en tant que membres de la Fondation, pour les importantes ressources financières et humaines qu'elles nous ont octroyées. En bref, sans leur aide, la Fondation ne pourrait pas exister.

MEMBRES (AU 31 MARS 2019)



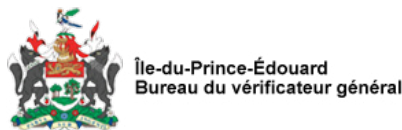
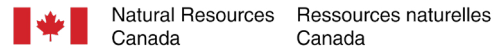


Bureau du vérificateur général du Canada

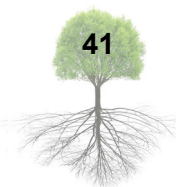
Office of the Auditor General of Canada



Cour des comptes



REMERCIEMENTS À NOS MEMBRES ET PARTENAIRES





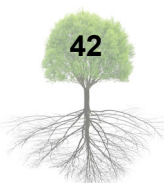
PROGRAMME INTERNATIONAL

Nous tenons à remercier chaleureusement les nombreux partenaires qui contribuent au succès de notre Programme international sur la gouvernance, la responsabilisation et la performance. Nous remercions tout particulièrement Affaires mondiales Canada de son généreux financement. Nous souhaitons aussi remercier toutes les autres organisations qui travaillent en collaboration avec nous, au Canada comme à l'étranger, et qui participent au succès du programme.



Global Affairs
Canada

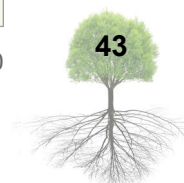
Affaires mondiales
Canada



Cibles pour 2019-2020

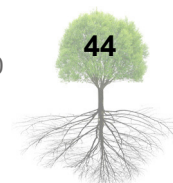
Objectif stratégique n° 1 : Recherche, méthodologie et produits d'information

1.1 Mener des travaux de recherche pour améliorer les connaissances et stimuler l'innovation dans les domaines de l'audit de performance, de la supervision et de la responsabilisation.	1.2 Élaborer et tenir à jour des outils méthodologiques et des produits d'information à même d'épauler les auditeurs de performance dans leur travail.	1.3 Élaborer et tenir à jour des outils méthodologiques et des produits d'information afin d'épauler les membres des comités de surveillance dans leur travail.
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Publier le document de travail sur l'analyse de données. ◆ Mettre à jour et réviser le document de travail sur l'analyse des causes profondes. ◆ Commencer à élaborer un document de travail sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable. 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Publier le Guide pratique sur l'échantillonnage. ◆ Publier le Guide de pratique sur l'intégration des questions de genre dans les institutions d'audit. ◆ Mettre à jour et réviser le Guide pratique sur l'audit de l'efficacité. ◆ Mettre à jour l'<i>Inventaire de documents sur l'audit de performance</i>. ◆ Mettre à jour chaque mois la base de données <i>Vigie Audit</i> et envisager d'y intégrer des fonctionnalités améliorées. ◆ Concevoir et déployer, à titre expérimental, un registre des risques municipaux. ◆ Continuer de publier d'autres produits d'information, y compris de nouveaux numéros des séries « Regards sur la recherche », « Audits en vedette » et « Conseils d'audit ». ◆ Publier un guide à l'intention des citoyens et des organisations de la société civile sur la manière de travailler avec les institutions d'audit et les organes de surveillance pour obliger le gouvernement à rendre des comptes sur la mise en œuvre des ODD et de l'égalité femmes-hommes. 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Publier le rapport sur les résultats du sondage auprès des CCP. ◆ Élaborer des directives relatives à la surveillance dans les municipalités. ◆ Publier d'autres produits d'information, y compris de nouveaux numéros des séries « Regards sur la recherche », « Pratiques de surveillance en vedette » et « Conseils sur la surveillance ». ◆ Commencer à élaborer une formation destinée au personnel de soutien des comités de surveillance.



Objectif stratégique n° 2 : Formation et perfectionnement professionnel

<p>2.1 Élaborer, tenir à jour et organiser des cours et des activités d'apprentissage en ligne portant sur les normes et les compétences professionnelles pour les auditeurs de performance au Canada.</p>	<p>2.2 Élaborer et organiser des ateliers et des activités d'apprentissage en ligne pour contribuer au renforcement des organismes de surveillance au Canada.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Organiser, selon la demande, des cours sur l'audit de performance. ◆ Élaborer de nouveaux cours de formation sur la gestion des projets d'audit et la méthode d'échantillonnage. 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Organiser des ateliers visant à renforcer les capacités des CCP du Canada, en fonction de leurs besoins ainsi que des demandes exprimées par les CCP et les bureaux du CCVL. ◆ Prévoir l'organisation d'un atelier de développement des capacités à l'intention du personnel de soutien des CCP. ◆ Élaborer et dispenser une formation de renforcement des capacités en matière de surveillance municipale.
<p>2.2 Élaborer et organiser des programmes de bourses d'études, des activités de mentorat, des cours et des ateliers à l'intention des membres d'institutions supérieures de contrôle (ISC) de pays en développement.</p>	<p>2.4 Élaborer et organiser des ateliers et d'autres activités de soutien à l'intention des organismes de surveillance de pays en développement.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Terminer le programme de bourses d'études 2018-2019 et commencer le programme de bourses 2019-2020 dans le cadre du Programme international sur la gouvernance, la responsabilisation et la performance (PIGRP). ◆ Dispenser des formations, dont le nouveau cours sur l'audit de l'égalité femmes-hommes, dans chacun des quatre pays participant au PIGRP (Guyana, Rwanda, Sénégal et Vietnam). ◆ Offrir des occasions de développement du leadership (courtes missions d'étude au Canada) à des membres d'ISC participant au PIGRP. ◆ Former les ISC participant au PIGRP à l'intégration des questions de genre. 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Organiser, dans le cadre du PIGRP, des ateliers axés sur la surveillance à l'intention des parlementaires et du personnel de soutien.
<p>2.5 Encourager l'utilisation d'outils et de méthodes pour la mesure de la performance, la production de rapports et l'assurance de la qualité dans les bureaux d'audit.</p>	
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Fournir un soutien aux ISC participant au PIGRP en fonction des besoins exprimés. 	



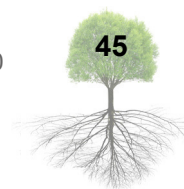
Objectif stratégique n° 3 : Partage de connaissances et réseautage

3.1 Appuyer et encourager les activités d'échange de renseignements et les possibilités de réseautage pour permettre aux auditeurs, aux législateurs et aux autres parties de mettre en commun leurs connaissances, leurs outils et leurs compétences sur divers enjeux et pratiques.

- ◆ Contribuer à la planification et à la tenue du Symposium annuel du CCVL sur l'audit de performance.
- ◆ Contribuer à la planification et à la tenue de la Conférence annuelle CCCCCP-CCVL (en Ontario en 2019 et en Colombie-Britannique en 2020).
- ◆ Poursuivre l'initiative Ronald C. Thompson.
- ◆ Étudier la demande des auditeurs municipaux à l'égard du programme des futurs leaders.
- ◆ Participer à des tables rondes lors de la conférence Women Deliver de 2019, y compris en qualité d'animateurs.
- ◆ Organiser un forum destiné aux vérificateurs généraux des municipalités.

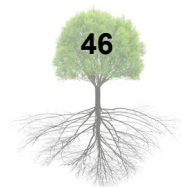
3.2 Améliorer la collaboration, l'harmonisation et le partage des connaissances entre les partenaires, les ISC et leurs organisations régionales.

- ◆ Poursuivre nos activités de liaison avec les partenaires du programme international et participer à des événements sur l'audit des ODD.
- ◆ Soutenir la participation des ISC du PIGRP à des conférences internationales, à des séances de formation et à d'autres occasions d'apprentissage.



Strategic Goal 4: Sustainability and Accountability

<p>4.1 Diversifier les sources et les types de financement et de soutien en nature et nouer des partenariats au Canada et à l'étranger.</p>	<p>4.2 Développer et renforcer continuellement les ressources humaines et les capacités de notre organisation.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Trouver et encourager des possibilités de collaboration avec d'autres organisations dans le cadre de programmes de recherche communs qui cadrent avec notre mission et notre vision. ◆ Mettre en œuvre une nouvelle stratégie concernant les cotisations et les avantages connexes. ◆ Faire appel à des partenaires stratégiques et à des experts en vue de l'élaboration de nos produits et de nos services. 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Poursuivre le suivi et la mise en œuvre du plan des ressources humaines. ◆ Recruter et former, au besoin, de nouveaux collaborateurs. ◆ Recenser et obtenir les ressources en nature requises pour exécuter nos programmes et nos activités.
<p>4.3 Améliorer la connaissance, la compréhension et l'utilisation des produits et des activités de la FCAR.</p>	<p>4.4 Élaborer et mettre en œuvre un cadre régissant la mesure de la performance organisationnelle et la production de rapports.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Poursuivre la mise en œuvre des activités dans le cadre de notre stratégie de communication. ◆ Continuer à promouvoir nos produits au Canada et à l'étranger lors d'événements et d'activités de formation. 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Continuer de rendre compte de notre performance au conseil d'administration, à nos membres et à nos bailleurs de fonds, conformément aux dispositions en matière de responsabilisation. ◆ Communiquer le rapport annuel de rendement à nos membres. ◆ Préparer et tenir trois réunions du conseil d'administration et, au besoin, des réunions de ses comités. ◆ Préparer et tenir l'assemblée générale annuelle. ◆ Entamer l'élaboration du nouveau plan stratégique.



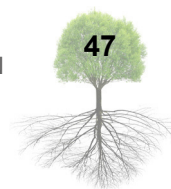
Rapport de la direction

Le présent rapport annuel comprend les états financiers de la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation (FCAR) pour l'exercice terminé le 31 mars 2019, ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant à leur égard. L'auditeur externe, à savoir le cabinet Welch LLP, a exprimé une opinion d'audit sans réserve sur les états financiers de la Fondation.

Les états financiers figurant dans le présent rapport ont été préparés par la direction conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, et audités par le cabinet Welch LLP conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport permet d'informer nos membres, les parties prenantes et d'autres parties intéressées sur la situation et la performance financières de la Fondation et de leur expliquer les éléments importants, les fluctuations ou les changements dans les politiques ayant une incidence sur la présentation des résultats financiers.

RECETTES ET DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS

Le financement de la Fondation provient traditionnellement de deux sources principales : les cotisations annuelles et les contributions des membres, et le financement octroyé dans le cadre d'un accord de contribution conclu avec Affaires mondiales Canada visant les programmes internationaux de la Fondation. Les cotisations et les contributions comprennent un ensemble de cotisations pécuniaires et de ressources humaines détachées, qui proviennent essentiellement des bureaux d'audit législatif fédéral et provinciaux du Canada. Fondateurs de notre organisation, ces membres n'ont jamais cessé d'appuyer la mission et la vision de la Fondation.



En 2018-2019, le financement alloué aux programmes internationaux de la Fondation a augmenté de 85% par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse considérable est de nature conjoncturelle et s'explique par l'achèvement, en mars 2018, du dernier accord quinquennal. En effet, en 2017-2018, nous avons mené un nombre limité d'activités pour parachever les rapports de fin de programme. En revanche, 2018-2019 a marqué le début d'un nouvel accord de sept ans, en vertu duquel nous avons commencé à travailler avec de nouveaux pays, procédé à des analyses des besoins et intensifié nos activités tout au long de l'année. Nous prévoyons que ces recettes augmenteront de nouveau en 2019-2020, deuxième année du programme septennal, au fur et à mesure de la normalisation des activités annuelles du programme.

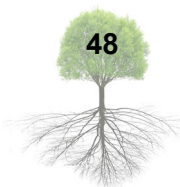
Les cotisations et les contributions pour 2018-2019 ont augmenté de 24% par rapport à l'exercice précédent, en raison du versement de contributions ponctuelles par les BVG du Canada, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. La volonté de ces trois bureaux d'accroître leur soutien à la Fondation, confrontée à une réduction des cotisations provenant des membres depuis plusieurs années, et la poursuite du financement assuré par les membres existants de la Fondation nous permettent de fournir sans cesse des produits et des services d'excellente qualité et conformes aux attentes de nos membres. Ces contributions ponctuelles interviennent à un moment charnière pour la Fondation, qui œuvre actuellement à diversifier ses sources de financement pour réduire les risques financiers.

Dans le cadre de sa stratégie de diversification du financement, la Fondation a commencé par lancer, en 2015-2016, un plan stratégique quinquennal qui prévoyait une hausse des investissements en faveur de la recherche, de la méthodologie et des supports de formation. Nous sommes heureux de constater que cette approche porte ses fruits : les recettes tirées des activités de formation ont augmenté de 177% par rapport au dernier exercice (avec une offre record de 25 formations, contre 10 à 12 offres en moyenne au cours des exercices précédents).

Les recettes relevant de la catégorie « Intérêts et autres » ont diminué de 52%, en raison de l'achèvement en 2017-2018 d'un projet ponctuel (« Établir un vérificateur général des Premières Nations »).

CHARGES

La hausse des recettes découlant des activités de formation et du Programme de développement international s'est accompagnée d'une hausse correspondante des charges dans ces deux domaines, soit respectivement 44% et 76,5%. Résolument déterminée à gérer ses dépenses de façon prudente, la Fondation tient à souligner que ces charges ont augmenté à un rythme inférieur à celui des recettes correspondantes.



ACTIF NET ET GESTION DES RISQUES

Comme toute organisation bien gérée, la Fondation est parvenue à accumuler, au cours de ses quelque 40 ans d'existence, des actifs nets qui lui permettent de se prémunir contre les risques financiers et opérationnels futurs. Le conseil d'administration a adopté une politique qui régit l'utilisation de l'actif net et qui précise un taux de réserve optimal en fonction des recettes prévues. Le solde actuel de l'actif net non affecté (792 943 dollars) dépasse le seuil minimal fixé par le conseil d'administration, ce qui contribue à assurer la bonne marche des activités de la Fondation.

EN ROUTE POUR LA CROISSANCE

Tout en maintenant notre actif net pour nous protéger contre les risques financiers de demain, nous réaliserons des investissements au cours de l'année à venir afin de rehausser la portée et la visibilité de la Fondation et, par conséquent, de continuer d'accroître les recettes autres que les cotisations des membres. À cette fin, nous avons embauché à temps plein une spécialiste de la communication et du marketing. Notre équipe accueillera aussi à temps plein une nouvelle professionnelle de l'audit, détachée par un de nos membres, qui prendra en charge nos programmes de formations. Ces nouveaux talents au sein de notre équipe nous permettront de mieux faire connaître nos produits et nos services en matière d'audit de performance et de surveillance, d'en promouvoir l'utilisation, de développer nos activités de formation et d'offrir une plus grande valeur ajoutée à nos membres au Canada (à l'échelle fédérale, provinciale et municipale) et à l'étranger. Le renforcement des compétences de notre équipe dans ces domaines majeurs aura, sur nos recettes, des effets positifs qui contribueront à la diversification de notre base de financement.

Nous nous réjouissons à l'idée de collaborer avec nos membres et nos partenaires au cours du prochain exercice, pendant lequel nous entamerons un examen de la planification en vue de définir notre orientation stratégique pour les cinq prochaines années.



Nicole Wiczorek

NICOLE WICZOREK

Vice-présidente des opérations et des relations
avec les parties prenantes, et chef des
services financiers

ÉTATS FINANCIERS
de la
**FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION/
CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION**
Pour l'exercice clos le
31 MARS 2019

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de la

FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION/ CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation/Canadian Audit and Accountability Foundation (la Fondation), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2019, les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Fondation au 31 mars 2019, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "*Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers*" du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Fondation conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Fondation ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Fondation.

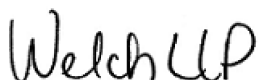
Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Fondation;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Fondation à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Ottawa (Ontario)
Le 26 juin 2019.


**FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION/
CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION**


ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

31 MARS 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<u>ACTIF</u>		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	1 334 636 \$	452 657 \$
Débiteurs	383 388	671 534
TVH à recevoir	-	5 505
Dépenses payées d'avance	<u>83 976</u>	<u>35 197</u>
	1 802 000	1 164 893
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 4)	<u>48 704</u>	<u>45 924</u>
	<u>1 850 704 \$</u>	<u>1 210 817 \$</u>
<u>PASSIF ET ACTIF NET</u>		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs et frais courus	750 789 \$	364 998 \$
TVH à payer	1 983	-
Produits reportés - Fonds du Programme international (note 5)	254 026	250 000
Incitatifs à la location	45 900	51 196
Cotisations des membres reportées	<u>5 063</u>	<u>5 688</u>
	1 057 761	671 882
ACTIF NET		
Non affecté	<u>792 943</u>	<u>538 935</u>
	<u>1 850 704 \$</u>	<u>1 210 817 \$</u>

Approuvé au nom du conseil:


..... Administrateur


..... Administrateur

(voir notes ci-jointes)

**FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION/
CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION**

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF NET
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019**

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Produits		
Cotisations et contributions des membres	1 497 912 \$	1 207 682 \$
Fonds du programme international (note 5)	1 365 974	738 310
Perfectionnement professionnel	404 077	145 808
Intérêts et autres	<u>35 795</u>	<u>74 996</u>
	<u>3 303 758</u>	<u>2 166 796</u>
Dépenses		
Dépenses directes des programmes		
Recherche, méthodologie et produits d'information	414 012	366 999
Éducation et perfectionnement professionnel	518 282	359 629
Partage des connaissances et réseautage	209 634	126 245
Dépenses du Programme international	<u>1 238 334</u>	<u>701 757</u>
	<u>2 380 262</u>	<u>1 554 630</u>
Dépenses générales		
Durabilité et reddition de comptes	339 979	395 227
Exploitation et autres services de soutien	298 678	306 393
Amortissement	<u>30 831</u>	<u>23 903</u>
	<u>669 488</u>	<u>725 523</u>
Dépenses totales	<u>3 049 750</u>	<u>2 280 153</u>
Excédent (insuffisance) des produits sur les dépenses	254 008	(113 357)
Actif net non affecté, début de l'exercice	<u>538 935</u>	<u>652 292</u>
Actif net non affecté, fin de l'exercice	<u>792 943 \$</u>	<u>538 935 \$</u>

(voir notes ci-jointes)

**FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION/
CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION**

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019**

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
ENCAISSE FOURNIE (UTILISÉE) PAR LES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	254 008 \$	(113 357) \$
Ajustement pour:		
Amortissement	<u>30 831</u>	<u>23 903</u>
	284 839	(89 454)
Variations du fonds de roulement hors trésorerie:		
Débiteurs	288 146	(587 735)
TVH à recevoir	7 488	18 265
Dépenses payées d'avance	(48 779)	4 641
Créditeurs et frais courus	385 791	130 476
Produits reportés - Fonds du Programme international	4 026	(35 162)
Incitatifs à la location	(5 296)	51 196
Cotisations des membres reportées	<u>(625)</u>	<u>5 313</u>
	<u>915 590</u>	<u>(502 460)</u>
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Acquisition d'immobilisations corporelles	<u>(33 611)</u>	<u>(65 890)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ENCAISSE	881 979	(568 350)
ENCAISSE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>452 657</u>	<u>1 021 007</u>
ENCAISSE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>1 334 636</u> \$	<u>452 657</u> \$

(voir notes ci-jointes)

1. NATURE DES ACTIVITÉS

La Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation/Canadian Audit and Accountability Foundation a été constituée en 1980 par des lettres patentes en vertu des dispositions de la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes. La Fondation a été prorogée en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (la «Loi») le 9 septembre 2014. À compter du 31 mars 2017, la Fondation a changé sa dénomination sociale de CCAF-FCVI Inc.

Conformément aux statuts de prorogation de la Fondation en vertu de la Loi, l'objectif de la Fondation est de promouvoir et de renforcer l'audit, la surveillance et la responsabilisation du secteur public au Canada et à l'étranger. La Fondation assure l'éducation, la recherche et le renforcement des capacités des auditeurs du secteur public et des comités de surveillance parlementaire, en les aidant à travailler avec d'autres fonctionnaires pour un gouvernement responsable. Les produits et services de la Fondation sont largement respectés, référencés et appliqués par les auditeurs, les législateurs et d'autres fonctionnaires au Canada et à l'étranger.

Une importante partie des produits de la Fondation, y compris un apport affecté aux dépenses générales, provient d'Affaires mondiales Canada (« AMC »), tel qu'il est indiqué à la note 5 des présents états financiers. De plus, la Fondation tire environ 58 % de ses cotisations et contributions d'un seul membre. Afin de maintenir son niveau actuel d'opérations, la Fondation doit maintenir ces sources de revenus.

La Fondation a été organisée et est exploitée aux fins décrites ci-dessus et, de ce fait, n'est pas imposable en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes:

Constatation des produits

La Fondation utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés d'origine externe sont constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir, si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que leur encaissement être raisonnablement assuré.

Les revenus d'intérêts non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés. Les revenus d'intérêts grevés d'une affectation d'origine externe, le cas échéant, sont initialement reportés et ensuite comptabilisés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges correspondantes sont engagées.

La Fondation établit la cotisation de ses membres sur une base annuelle, lesquelles sont comptabilisées en tant que produits pour l'année à laquelle la cotisation se rapporte.

Les produits liés au perfectionnement professionnel sont constatés dans l'exercice au cours duquel les biens et les services sont rendus ou vendus.

Coûts de développement

La Fondation crée des produits éducatifs et publie des rapports de recherche aux fins décrites à la note 1. Les frais facturés pour l'utilisation et l'achat de ces rapports sont généralement établis de manière à recouvrer les coûts directs. Les frais de développement connexes sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - Suite
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

2. **PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES** - Suite

Ventilation des charges

Les charges de la Fondation sont présentées dans l'état des résultats et de l'actif net sur une base fonctionnelle. Les dépenses attribuées à une fonction particulière sont directement liées à la production de cette catégorie fonctionnelle et ne sont donc pas considérées comme des dépenses indirectes réparties. La Fondation n'attribue pas ses frais généraux à d'autres catégories de dépenses fonctionnelles.

Instruments financiers

Les instruments financiers de la Fondation sont initialement inscrits à la juste valeur ajustée des frais de transaction. Les instruments financiers comprennent l'encaisse, les débiteurs, les créditeurs et les frais courus. L'encaisse est ultérieurement comptabilisée à la juste valeur. Les autres instruments financiers sont ultérieurement comptabilisés au coût ou au coût amorti.

La Fondation comptabilise ses coûts de transaction dans les opérations dans la période au cours de laquelle ils sont encourus. Toutefois, les instruments financiers qui ne seront pas évalués ultérieurement à la juste valeur sont ajustés en fonction des coûts de transaction directement attribuables à leur création, à leur émission ou à leur prise en charge.

Apports en nature

Les membres et les autres contributeurs consacrent beaucoup de temps et absorbent eux-mêmes les coûts liés à certaines activités de la Fondation. Ces services sont rendus dans l'exercice normal des activités de la Fondation mais, dans certains cas, leur juste valeur et leur exhaustivité ne peuvent pas être raisonnablement déterminées. Certains de ces services sont des services bénévoles qui ne seraient pas autrement achetés par la Fondation, de sorte qu'ils ne sont pas comptabilisés dans les états financiers. D'autres apports de services en nature seraient toutefois autrement achetés par la Fondation si ils n'avaient pas été contribués, et leur juste valeur et leur exhaustivité sont raisonnablement déterminables de sorte qu'ils sont comptabilisés dans les états financiers. L'avantage de la contribution est incluse dans les produits, et il existe une dépense de compensation. Il n'y a donc pas d'incidence sur les résultats d'exploitation nets de la Fondation.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les immobilisations corporelles comprennent les meubles, les équipements de TI et AV. L'amortissement des meubles, de l'équipement de bureau et du matériel de TI est fourni selon la méthode linéaire sur une période de trois ans. Lorsqu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel à long terme pour la Fondation, sa valeur comptable est réduite à sa valeur résiduelle.

Les immobilisations incorporelles, c'est-à-dire les logiciels, sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles ont été acquises.

Inciatifs à la location

Les inciatifs à la location, tels que le loyer gratuit, sont reportés et amortis sur la durée du bail. L'amortissement annuel est comptabilisé comme un crédit à la charge de location.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - Suite
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

2. **PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES** - Suite

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige de la direction qu'elle fasse des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés d'actif et de passif, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges de la période. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et les ajustements sont inscrits aux états financiers dans la période au cours de laquelle ils deviennent connus.

Les estimations importantes comprennent les hypothèses utilisées pour estimer la juste valeur initiale des instruments financiers, la recouvrabilité des débiteurs, la détermination de la durée de vie utile des immobilisations corporelles, l'estimation des provisions pour les frais courus, l'estimation des salaires et avantages attribués aux divers secteurs opérationnels, l'estimation des contributions acquises, des autres accords de financement et des estimations des apports en nature comptabilisés dans les états financiers.

Encaisse

L'encaisse de la Fondation est détenue dans deux comptes d'une banque à charte canadienne, dont la majorité est détenue dans un compte d'investissement de placement affaires, portant intérêt à un taux variable basé sur un accord de taux d'intérêt progressif. Au 31 mars 2019, le solde du compte de placement affaires était de 1 111 543 \$ (2018 - 298 025 \$) et son taux d'intérêt moyen approximatif était de 1,9 % (2018 - taux d'intérêt moyen d'environ 0,9 %). L'autre compte bancaire est un compte caisse sans intérêt et son solde au 31 mars 2019 est de 222 353 \$ (2018 - 154 191 \$).

3. **INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les instruments financiers exposent la Fondation à divers risques. L'analyse qui suit donne un aperçu des concentrations de risques auxquels celle-ci peut être soumise.

La Fondation n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour gérer ses risques.

Risque de crédit

La Fondation est exposée à un risque de crédit résultant de la possibilité que les parties ne respectent pas leurs obligations financières. L'exposition au risque de crédit maximal de la Fondation est la somme de la valeur comptable de son encaisse et de ses débiteurs. L'encaisse de la Fondation est déposée auprès d'une banque à charte canadienne et donc, la direction juge que le risque rattaché à cet instrument est minime. Les soldes des comptes débiteurs sont gérés et analysés de façon continue. Par conséquent, la direction juge que tous les débiteurs à la fin de l'exercice sont récupérables et n'a pas jugé nécessaire d'inscrire une provision pour mauvaises créances.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Fondation éprouve des difficultés à dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements lorsqu'ils arrivent à échéance. La Fondation répond à ses besoins de liquidité en établissant des budgets et des projections de flux de trésorerie futurs pour s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements.

FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION/
CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - Suite
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

3. INSTRUMENTS FINANCIERS - Suite

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie à être tirés d'un instrument financier fluctuent en raison de la volatilité des marchés. Le risque de marché comprend le risque de taux de change des devises étrangères, le risque de taux d'intérêt et le risque prix-autre.

i) *Risque de taux de change*

Le risque de taux de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie à être tirés d'un instrument financier fluctuent en raison de facteurs liés aux taux de change des devises étrangères. Les instruments financiers de la Fondation sont libellés en dollars canadiens. Par conséquent, la Fondation n'est pas exposée aux fluctuations des taux de change sur ses instruments financiers. Toutefois, la Fondation engage des dépenses en devises étrangères liées à ses activités internationales et est donc exposée aux fluctuations des taux de change sur ses dépenses futures.

ii) *Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La Fondation estime qu'elle n'est pas exposée à un risque de taux d'intérêt significatif sur ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe. Toutefois, la Fondation détient des instruments financiers à taux variable, soit ses soldes de trésorerie, qui sont exposés au risque de taux d'intérêt.

iii) *Risque de prix - autre*

Le risque de prix - autre est le risque que la juste valeur des instruments financiers ou les flux de trésorerie à être tirés des instruments financiers fluctuent en raison de changements dans les prix du marché (autres que ceux qui surviennent des risques des taux de change ou des taux d'intérêt), que ces changements soient causés par des facteurs spécifiques à l'instrument individuel ou à son émetteur ou bien encore à des facteurs affectant tous les instruments semblables sur le marché. Étant donné que la Fondation n'a pas investi dans des placements cotés en bourse, elle n'est pas exposée au risque de prix - autre.

Changements dans l'analyse des risques

Il n'y a pas eu des changements importants dans les niveaux d'exposition au risque de la Fondation depuis l'exercice précédent.

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont constituées de:

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Meubles, équipements de TI et AV	105 406 \$	71 795 \$
Amortissement cumulé	<u>56 702</u>	<u>25 871</u>
	<u>48 704 \$</u>	<u>45 924 \$</u>

**FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION/
CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION**

**NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - Suite
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019**

5. FONDS DU PROGRAMME INTERNATIONAL

Les coûts des programmes internationaux sont financés par Affaires mondiales Canada (« AMC ») avec des apports en nature d'experts canadiens du Bureau du vérificateur général du Canada, des bureaux d'audit provinciaux, de la Fondation, des bureaux d'audit municipaux, des parlementaires et des Canadiens. AMC paie les coûts directs associés au programme et contribue aux dépenses générales de la Fondation.

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Montant reporté au début de l'exercice	250 000 \$	285 162 \$
Avances versées par AMC	<u>1 370 000</u>	<u>703 148</u>
	1 620 000	988 310
Produits constatés représentant les charges pour l'exercice incluant la contribution versée aux dépenses générales	<u>1 365 974</u>	<u>738 310</u>
Montant reporté à la fin de l'exercice	<u>254 026 \$</u>	<u>250 000 \$</u>

Une entente avec AMC a été signée le 29 mars 2018 et prévoit un financement total de 14 950 000 \$ jusqu'au 31 mars 2025.

6. SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX

Le montant total des charges salariales et des avantages sociaux pour l'exercice 2019 s'élève à \$1,709,115 (2018 - \$1,511,736). Les charges salariales et les avantages sociaux sont répartis entre les diverses activités opérationnelles en fonction de l'utilisation des ressources, selon l'estimation de la direction, tel que présenté ci-dessous:

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Recherche, méthodologie et produits d'information	376 107 \$	333 405 \$
Éducation et perfectionnement professionnel	272 292	264 161
Partage des connaissances et réseautage	142 740	122 977
Programme international	554 197	371 427
Durabilité et reddition de comptes	250 977	287 659
Exploitation et autres services de soutien	<u>112 802</u>	<u>132 107</u>
	<u>1 709 115 \$</u>	<u>1 511 736 \$</u>

Les charges salariales et les avantages sociaux comprennent des apports en nature d'une valeur de \$141,914 (2018 - \$142,369) qui sont aussi inclus dans les produits de cotisations et de contributions des membres, n'entraînant aucun impact sur les résultats d'exploitation nets de la Fondation.

7. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Fondation s'est engagée à effectuer des paiements en vertu d'un contrat de location-exploitation pour des locaux à bureaux expirant le 30 novembre 2027. Durant l'exercice, cinq bails pour des appartements ont été signés pour le Programme international et expirent entre le 31 mai 2019 et le 31 août 2019. Le loyer global minimal payable jusqu'à la date d'expiration est le suivant:

2020	90 195 \$
2021	67 973
2022	70 928
2023	70 928
2024 et au-delà	344 296